

Unité départementale de l'Artois  
Centre Jean Monnet  
Avenue de Paris  
62400 Béthune

Béthune, le 11 mars 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SOTRENOR**

Route d'Harnes  
62710 Courrières

#### Références :

Code AIOT : 0007000951

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2024 dans l'établissement SOTRENOR implanté Route d'Harnes 62710 Courrières. L'inspection a été annoncée le 23/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOTRENOR
- Route d'Harnes 62710 Courrières
- Code AIOT : 0007000951
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui



Le site de Courrières est spécialisé dans le traitement et la valorisation des déchets industriels dangereux (liquides, pâteux, solides ou pulvérulents). Les activités se répartissent entre les unités suivantes :

- le laboratoire (identification et orientation des déchets dans les filières adaptées)
- l'unité de broyage des déchets solides (48460 t/an)
- la ligne d'incinération (capacité 140 000 t/an)
- les unités de traitement de la filière froide (station physico-chimique biologique de traitement des eaux, évapo-condensation de déchets aqueux, distillation des bas points éclairés, centrifugation des mélanges eau/hydrocarbure)
- l'unité de déconditionnement / reconditionnement (TRP) des déchets conditionnés admis sur le site (25000 t/an).

Au titre de la réglementation sur les installations classées, l'établissement SOTRENOR de Courrières est une installation classée pour la protection de l'environnement régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 1er septembre 2005.

L'établissement est assujéti à la directive IED 2010/75/UE du 24/11/2010 relative aux émissions industrielles. Parmi les rubriques « 3000 » qui concernent les installations ou équipements visés à l'annexe à l'annexe de la directive, la rubrique principale de l'exploitation est la rubrique 3520-b (incinération de déchets dangereux avec une capacité de 480 t/j).

L'établissement est classé Seveso seuil haut par dépassement direct des quantités mentionnées aux rubriques 4110/4120/4130/4140 *Toxicité aiguë*, 4150 *Toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT)*, 4330 *Liquides inflammables* et 4511 *Dangereux pour l'environnement aquatique* (rubriques d'assimilation des déchets présents sur le site). L'arrêté complémentaire du 21 octobre 2019 a actualisé la liste des installations autorisées sur le site et donné acte de la mise à jour de l'étude de dangers.

Le Plan Particulier d'Intervention (PPI) a été approuvé par arrêté préfectoral du 18/01/2021.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 50)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des matières stockées – Généralités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
2	État des matières stockées – dispositions spécifiques pour les autorités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande n°1
3	Classement des ICPE	AP Complémentaire du 21/10/2019, article 1.2.1	Demande n°2
4	État des matières stockées – dispositions spécifiques pour la population	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet



N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	État des matières stockées – Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
6	État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 49)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
7	État des matières stockées – Mise à jour	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant SOTRENOR dispose d'un état des matières stockées pour mise à disposition des autorités ainsi que du public. Il est disponible de manière immédiate et accessible à distance.

Aucune non-conformité importante n'a été relevée. Néanmoins l'exploitant n'ayant pas convenu à l'avance avec les autorités des lieux et moyens de mise à disposition de l'état des matières stockées, l'Inspection demande à l'exploitant de mettre en place **une action corrective** dans le but d'une mise en conformité. Ainsi, sous un délai d'un mois, il est nécessaire que SOTRENOR adresse un courrier aux autorités mentionnées à l'article 50 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié afin de leur demander si la mise à disposition de l'état des matières stockées selon les modalités prévues dans le Plan d'Opération Interne du site (i.e. partage via un drive sur internet) leur convient.

Enfin l'Inspection formule 2 demandes visant, d'une part, à améliorer l'état des matières stockées et, d'autre part, justifier le respect des quantités autorisées dans l'arrêté préfectoral du site :

- mentionner les aérosols sur l'état « général » des matières stockées ;
- préciser les actions mises en place afin de justifier le respect de la quantité autorisée au titre de la rubrique 1436 *Liquides de point éclair compris entre 60 et 93°C*.

L'exploitant dispose d'un délai d'un mois.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : État des matières stockées – Généralités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Généralités sur l'état des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Présence d'un état des matières stockées</u> ? oui.</li> </ul> L'état des matières stockées est composé de plusieurs fichiers disponibles sur un drive : <ul style="list-style-type: none"> <li>- état des stocks général</li> <li>- zoom U10 i.e. la zone avec les cuves de déchets</li> <li>- zoom fosses (dont 2 enterrées) et IS (incinérations spéciales i.e déposer du camion directement pour élimination)</li> </ul>

- zoom plateforme i.e plateforme « TRP » de stockage de déchets conditionnés  
Un état « simplifié » est également présent.

- L'état des matières stockées intègre-t-il l'ensemble des matières combustibles présentes sur site (y compris non dangereuses et non classées) ? Oui

Sont concernés des déchets ne relevant pas d'une rubrique 4xxx (corrosifs, irritants...) ainsi que des palettes bois, cartons, emballages plastiques neufs.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : État des matières stockées – dispositions spécifiques pour les autorités

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contenu de l'état des stocks pour les autorités

### Prescription contrôlée :

1. [...] cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.  
Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.  
Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

### Constats :

- Identification des matières stockées allant au-delà d'un nom commercial ou d'une référence produit ? Oui. Les déchets sont identifiés selon leurs propriétés de danger : déchets inflammables, écotoxiques... à l'aide d'un code couleurs associé à une légende.

- Quantité appréhendable (exprimée en kg ou tonnes) et non en unité de produit/réceptacle ? Oui, quantité pour chaque zone exprimée en tonnes.

Quantité spécifiée par propriété de danger et total site.

Il convient de noter que pour les déchets consistant en des petits conditionnés issus de déchetteries et présents dans l'extension de la plateforme TRP, les quantités retenues sont celles obtenues après application des ratios mentionnés dans le guide DGPR 2015 « prise en compte des déchets dans la détermination du statut Seveso d'un établissement ». Il s'agit notamment des peroxydes (rubrique 442x), comburants (rubrique 444x), matières réagissant violemment au contact de l'eau (rubrique 4610), matières qui au contact de l'eau dégagent des gaz inflammables (rubrique 4620), matières dégageant des gaz toxiques au contact de l'eau (rubrique 4630).

- Localisation ? Oui, l'état des stocks consiste en un plan du site découpé en 5 grandes zones de matières dangereuses :

- cuves « Total stockage cuve » (U10)

- plateforme TRP « Total PLT »

- broyage « Total bro »

- fosses « Total ISP » (fosses 1/2/3/4/5 et bâches enterrées A/B)

- cuves à l'entrée du site (fuel, T2900, T2901)



Sur chaque zone sont mentionnées les propriétés de danger et les quantités.  
L'état des matières stockées localise également les quantités présentes au niveau d'autres installations situées en dehors de ces 5 zones (acides, bases, combustibles, fioul...).

- Différentes familles de mention de dangers pouvant conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature ? Oui, le code couleur associé aux propriétés de danger est défini en légende. La légende reprend les mentions de danger Hxx ainsi que les rubriques 4xxx associées.

A noter que dans la zone « réception » de la plateforme TRP, les déchets n'ont pas encore été testés. Ainsi, même si l'exploitant dispose d'informations dans la FID (Fiche d'Identification du Déchet), aucune propriété de danger n'est officiellement associée aux déchets à ce stade. Ainsi, les propriétés de danger affichées sur l'état des matières stockées reflètent l'ensemble des propriétés susceptibles d'être présentes mais pas la réalité sur place à l'instant t. La quantité présente sur cette zone correspond à moins de 5 % du total site. Aussi, l'Inspection ne formule pas de remarque à cet égard.

Les propriétés de dangers mentionnées sur l'état des stocks « général » sont les inflammables, toxiques pour la santé humaine et dangereux pour l'environnement (au sens de la nomenclature ICPE).

Les aérosols notamment ne sont pas mentionnés. Cf informations du mardi de la DGPR du 03/11/2020, si des matières sont présentes en petites quantités très inférieures aux seuils de déclaration, il n'est pas obligatoire de les prendre en compte. Le jour de la visite, ce n'est pas le cas des aérosols. Ainsi la quantité d'aérosols doit être remontée sur l'état des stocks général. Voir demande n°1

Les stockages de gaz en bouteilles, les déchets comburants, peroxydes ou visés par les rubriques 4610/4620/4630 ne sont pas identifiés mais c'est acceptable car il s'agit de faibles quantités, bien inférieures aux seuils de déclaration.

- Grandes familles précisées pour les matières non dangereuses (au sens de la nomenclature ICPE) ?

Oui. Vu la mention d'acides, bases... ainsi que de combustibles sans précision (il s'agit de palettes) et de « contenants U10 » (il s'agit de plastiques et cartons).

Remarque : la nature des combustibles pourrait être précisée.

- Identification des stockages particuliers (piles, batteries...) ?

Le site est susceptible d'accueillir des batteries Pb-acide en transit uniquement. Ce stockage n'était pas identifié. Il a été ajouté par l'exploitant durant la visite d'inspection et la mention « Pb/acide » a été ajoutée au niveau de la plateforme.

- Cohérence entre état des stocks et constats terrain ?

Oui, contrôle par sondage pour 4 cuves :

- T 203 : 164 t sur l'état des stocks, 164 t relevées au niveau de l'aire de dépotage, 164 t en salle de contrôle (sdc) ;

- T 205 : 83 t sur l'état des stocks, 79 t relevées au niveau de l'aire de dépotage (la cuve était en soutirage) ;

- T 102c : 67 t sur l'état des stocks, 98 t relevées au niveau de l'aire de dépotage (seuil niveau haut déclenché) (la cuve était en remplissage) , 92 t en sdc (la cuve était en soutirage) ;

- T 301a : 64 t sur l'état des stocks, 64 t relevées au niveau de l'aire de dépotage, 64 t en sdc.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°1 :** L'état des matières stockées doit mentionner l'ensemble des propriétés de dangers. Dans le cas présent, manquaient les aérosols. En cas de quantité présente très inférieure au seuil de déclaration, il est toléré ne pas la prendre en compte.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Classement des ICPE

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 21/10/2019, article 1.2.1

**Thème(s) :** Situation administrative, ICPE

**Prescription contrôlée :**

Insérer tableau AP

**Constats :**

Cet inventaire permet-il de vérifier le classement ICPE ?

L'état des stocks « général » donne les principales informations et les zooms de certaines zones donnent plus de détails. Les quantités des matières visées par les rubriques principales sont disponibles. En revanche, l'état des matières stockées ne reprend pas l'intégralité des matières présentes comme permis par la DGPR lors du mardi de la DGPR du 03/11/2020. Les liquides de point éclair compris entre 60 et 93°C relevant de la rubrique 1436 n'y figurent pas (voir demande n°2), de même que les matières présentes en quantité bien inférieure aux seuils de déclaration.

- Indication des différentes mentions de dangers susceptibles de conduire à un classement dans une rubrique 4xxx ? Oui, pour les rubriques principales - Identification des déchets susceptibles de contribuer à la détermination du statut Seveso ? Oui, pour les rubriques principales - Lien avec les rubriques ICPE ou une typologie de dangers ? Oui, les rubriques mentionnées dans l'état des matières stockées sont cohérentes avec les rubriques autorisées dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/10/2019.

A noter que dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/10/2019 :

- les cartons stockés sur site ne sont pas mentionnés (seule de la paille est mentionnée au titre de la rubrique 1530 non classée) ;
- la rubrique 1532 n'est pas mentionnée (serait non classée pour le stockage de palettes bois en quantité inférieure à 18t) ;
- la rubrique 2663 n'est pas mentionnée (serait non classée pour le stockage de contenants plastiques en quantité inférieure à 13t).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande n°2 : L'exploitant doit être en mesure de justifier qu'il respecte la quantité autorisée au titre de la rubrique 1436.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 4 : État des matières stockées – dispositions spécifiques pour la population**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu de l'état des stocks synthétique pour information de la population
<b>Prescription contrôlée :</b> 2. [...] un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un état « simplifié » destiné à une information du public. Celui-ci ne reprend que les éléments relatifs aux 5 grandes zones où sont présents les déchets dangereux qui constituent le principal potentiel de danger du site. Chaque zone est explicitée par un libellé afin de faciliter la compréhension du public : <ul style="list-style-type: none"><li>- « Fosses » → Fosses de stockage de déchets pâteux (boues) et solides souillés pour traitement ;</li><li>- « Total bro » → Stockage de solides souillés pour broyage avant incinération ;</li><li>- « Total PLT » → Zone de stockage et de tri, transit, regroupement de petits conditionnés (&lt; 1m3), déchets de déchetteries, présence de bases, liquides inflammables, batteries et mélanges souillés pour traitement ;</li><li>- la grande zone de stockage cuves est regroupée avec la zone cuves de l'entrée (zone orange) → stockage en cuves de liquide inflammable, huile et eaux souillées pour traitement.</li></ul> Les quantités présentes (totales et par propriété de danger) sont mentionnées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Intégrer la demande n°2 pour l'état simplifié.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : État des matières stockées – Fiches de données de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Fiches de données de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose de : <ul style="list-style-type: none"><li>- FDS (Fiche de Données de Sécurité) pour les produits utilisés sur site ;</li><li>- FID (Fiches d'Identification Préalable) pour les déchets, qui mentionnent les propriétés de danger « HP ».</li></ul> Ces documents sont disponibles et facilement accessibles.

Contrôle par sondage :

- vu FDS du GNR (Gazole Non Routier) élaborée par TOTAL et datée de 2011 ;
- vu FID pour le déchet d'hydrocarbures stocké dans la cuve T203, les propriétés de danger HP3 (226) et HP14 (H411) y figurent.

La coche du picto « inflammable » a été omise par le producteur du déchet.

Remarque : Sensibiliser le producteur du déchet (SHL) au regard du remplissage des FID.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 49)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des documents

Prescription contrôlée :

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :

- Un état des matières stockées a-t-il pu être présenté dans un délai raisonnable ? Oui, de manière immédiate.

- L'inventaire est-il accessible en cas de sinistre ? Oui

L'exploitant dispose d'un état des matières stockées électronique, disponible sur site et également à distance via un drive.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : État des matières stockées – Mise à jour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour

Prescription contrôlée :

[...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Constats :

Mise à jour

Fréquence journalière de mise à jour de l'inventaire. Les chefs de quart renseignent à chaque poste les quantités des cuves, fosses et incinérations spéciales (citernes dépotées directement pour élimination, sans stockage intermédiaire).



Cet inventaire « administratif » est recalé avec un inventaire physique a minima 1 fois par jour pour les déchets stockés au niveau des cuves et plateforme et 1 fois par semaine pour les combustibles.

Plan général

L'état des matières stockées consiste lui-même en un plan des installations.

Référencement de l'état des matières stockées dans le POI

Dans la version J (mai 2023) du Plan d'Opération Interne du site, il est indiqué au §5.8 Autres que les déchets présents sur site sont référencés sur le drive POI.

En effet, les documents « état des stocks » sont classés dans le dossier POI du drive (cloud).

Remarque : la mention d'un « état des matières stockées » pourrait être ajoutée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 50)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

**Thème(s) :** Risques accidentels, Accessibilité des documents

**Prescription contrôlée :**

1. [...] Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

**Constats :**

**L'exploitant n'a pas prévu de lieu ou moyens convenus par avance.**

Il indique pouvoir donner, le moment venu, un accès aux documents stockés sur son drive,

**Voir demande d'action corrective**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande d'action corrective :** L'Inspection invite SOTRENOR à demander par courrier / courriel aux autorités concernées si les modalités de mise à disposition prévues et mentionnées dans le POI leur conviennent.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois



